

Plateforme

Novembre 2020

Éditorial

Il faut suivre un menteur jusqu'à la porte du mensonge ! L'auteur de ce dicton ne se doutait pas qu'un jour, en Algérie, ce pays dirigé par un régime médiocre en tout y compris le mensonge, que c'est la porte qui allait violemment prendre le menteur en pleine figure.

Le président désigné à la tête du pays, qui vantait quelques mois seulement le meilleur système de santé du Maghreb et de l'Afrique, a été transporté en Allemagne à bord d'un avion médicalisé français pour soigner sa supposée infection au Covid-19.

Le même président désigné, en menteur invétéré, après avoir nié toute « ambition stratégique régionale » à son régime voudrait justifier l'envoi de nos enfants de l'ANP pour protéger les « intérêts stratégiques » au-delà de nos frontières. La constitution est amendée dans ce but et promue par le ministre des affaires étrangères français Jean Yves Le Drian en personne.

La seule constante dans toutes les contradictions du régime militaire algérien est son asservissement aux puissances étrangères notamment la France. Cette dernière empêtrée dans le Sahel peut désormais compter sur l'armée de supplétifs que deviendra notre ANP. Des Africains tueront des Africains pour la France.

La gestation du novembro-badissisme a fini par engendrer la vassalité à la France sous une forme néocoloniale. Les crédules seront probablement tétanisés. Les intègres continueront leur lutte pour un Etat de droit légitime qui ne se soumet qu'à la volonté de son peuple. Le régime militaire, qui célébrera sa constitution, est en sursis.



2-3

Souveraineté et environnement international

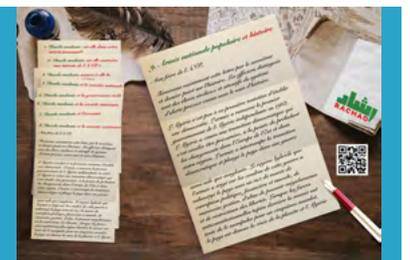


4-5

Le mal suprême

8-9

Armée nationale populaire et histoire



12-13

Adieu Tarek Zeddami (1985-2020)



3. La non-violence

Bien avant la constitution du mouvement, ses futurs fondateurs ont entamé un travail intellectuel de fond sur les stratégies et méthodes qui pourraient amener le changement en Algérie. Très tôt le choix s'est porté sur la non-violence stratégique et s'ensuivit une étude détaillée de quasiment toutes les expériences de changement qu'a connues l'humanité. La bibliographie étudiée est très vaste et comprend aussi des adeptes que des critiques de la non-violence, qu'elle soit principielle ou stratégique. Ainsi ont été revus aussi bien des textes classiques (Sun Zhu, La Boétie, Thoreau, Tolstoy, etc.), que religieux (Coran, Bible, etc.), que des écrits et expériences plus récents (Gandhi, Luther King, Mandela, Malcolm X, Holmes, Sharp, Galtung, Jawdat Said, Ash, Dolci, Camara, Nagler, Dellinger, Arendt, etc.). Ce choix de la non-violence a été clairement affirmé dès le lancement du Mouvement en 2007 que ce soit dans sa charte ou les milliers d'interventions de ses membres dans les médias ainsi que toutes ses publications et communiqués. Par ailleurs, le Mouvement a produit une série de documentaires vidéo explicitant la méthode non-violente et présentant aussi les arguments du Mouvement contre le recours à la violence, les coups d'Etat, l'intervention étrangère ou les changements par l'entrisme dans « les institutions du système en place ». Il faut aussi noter que la stratégie non-violente adoptée par Rachad a été, au début, considérée comme utopique et n'ayant

aucune chance d'aboutir dans le Monde arabe, plutôt habitué aux coups d'Etat et aux insurrections armées. Les révolutions arabes de fin 2010 ont apporté la preuve que la non-violence était non seulement possible dans cette région du monde mais qu'elle était aussi efficace. Il faut cependant noter que les régimes autoritaires arabes, d'abord surpris par les révolutions populaires non-violentes, se sont attelés à mener des contre-révolutions (coup d'Etat en Egypte, interventions étrangères et violence armée en Syrie et Libye). Au même moment, leurs porte-voix s'acharnaient à discréditer la méthode non-violente, la présentant comme une « manipulation de puissances occidentales » visant à déstabiliser les pays arabes. Pour ces derniers, la résistance non-violente est une « preuve » de soumission aux intérêts US ! Le Mouvement Rachad réfute ces thèses ubuesques qui ne font en définitive que servir des régimes qui desservent leurs peuples et qui sont eux, sans aucun doute, à la solde de puissances étrangères. Rachad reste plus que jamais convaincu que la méthode non-violente est non seulement une nécessité historique, au vu des coûts ruineux des violences politiques dans la région, mais elle est aussi la plus adaptée pour le changement radical. Elle jouit en Algérie d'une adhésion populaire forte, garante de l'unité et de la souveraineté.

Le Mouvement Rachad revendique son droit à discuter et débattre avec tous les acteurs politiques non étatiques, ONG et intellectuels, aussi bien dans le Monde arabe qu'en Occident. Ces contacts sont toutefois toujours menés dans la transparence et dans le respect des buts et principes du mouvement, notamment son indépendance et son refus de toute ingérence étrangère dans le présent et l'avenir politique de l'Algérie. Des membres de Rachad ont ainsi participé à des conférences ou des rencontres avec des militants politiques et de la société civile d'horizons idéologiques divers (nationalistes, islamiques, laïques, etc.). Il est cependant clair que rencontrer ou débattre avec de telles entités ou personnes n'implique nullement une adhésion à toutes leurs opinions ou actions. A ce titre, les attaques menées récemment contre Rachad, l'accusant tantôt de travailler pour un « agenda turque et/ou qatarie » ou de faire partie des « Frères Musulmans » ne reposent sur aucun fait qui donnerait à ces affirmations une quelconque véracité. Rachad n'entretient aucune relation avec quel qu'Etat que ce soit et a toujours refusé l'ingérence étrangère. Il faut aussi souligner que les gouvernements qatari et turc entretiennent les meilleures relations avec le régime algérien et ne soutiennent pas le Hirak. Certains membres de Rachad sont d'ailleurs interdits d'entrée dans ces pays.

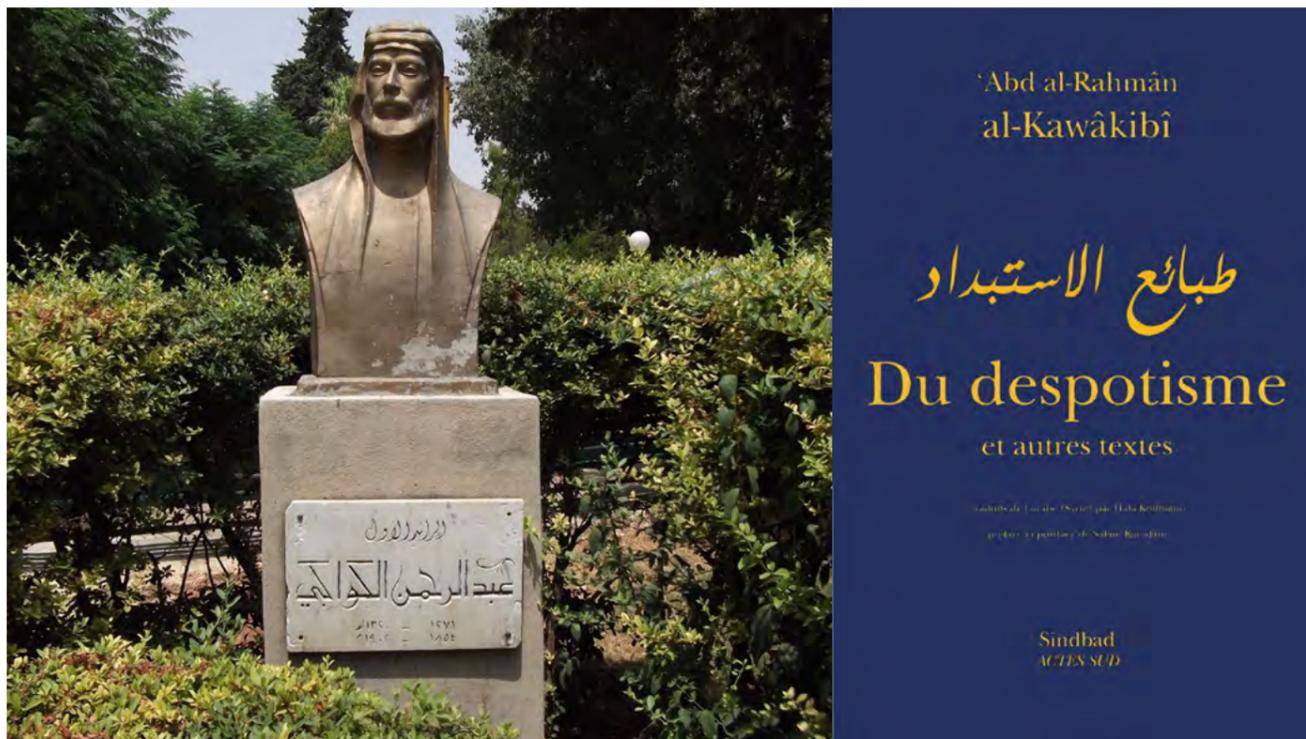
Par ailleurs, le mouvement des « Frères Musulmans » a des représentants attirés en Algérie et Rachad n'est pas lié structurellement à cette organisation. Ceci étant, nous n'accepterons jamais que des dictatures du Golfe ou d'Egypte, en guerre contre les « Frères Musulmans », notamment depuis le coup

d'Etat contre le président Mohamed Morsi, utilisent leurs relais en Algérie pour « criminaliser » tout contact avec les « Frères Musulmans ». Rachad n'a aucun lien organique avec les « Frères Musulmans » mais refusera catégoriquement que qui que ce soit lui impose ou interdise de rencontrer ou de débattre avec tel ou tel acteur politique.

Un autre sujet qui est invoqué par les mêmes cercles en croisade contre Rachad est le prétendu soutien de Rachad à l'agression de « l'OTAN en Libye ». Il y a lieu d'abord de préciser que Rachad a toujours condamné l'interventionnisme impérialiste de l'OTAN dans le Monde arabe, de même que la participation avérée de l'armée algérienne dans des manœuvres et exercices de l'OTAN, en présence de l'armée sioniste. La révolution de 2011 en Libye est une révolution citoyenne contre une dictature et c'est dans ce sens que Rachad l'a applaudie. Certains membres de Rachad ont visité la Libye en 2011 sur invitation de confrères et amis libyens, militants des droits de l'homme notamment connus*. Cependant, aussi bien en Libye qu'en Syrie, Rachad a toujours encouragé ses interlocuteurs à ancrer leurs luttes dans la non-violence, comme il a dénoncé l'intervention étrangère qui a été la principale raison du dévoiement des révolutions non-violentes et fait sombrer ces pays dans des guerres civiles horribles.

* Dont Fathi Terbil, défenseur des droits de l'homme qui avait notamment travaillé sur le massacre de la prison de Bouslim où plus de 1000 prisonniers avaient été exécutés en 1996.





Abd-al-Rahman Al-Kawakibi (1855 – 1902) est très souvent identifié comme l'un des pionniers du nationalisme arabe, mais il est aussi et surtout reconnu comme un des leaders de la pensée politique moderne dans le monde musulman. Il s'est imprégné des idées des réformistes de l'époque tels que Jamal al-Din-al-Afghani, Mohamed Abdu et Rachid Rida mais il a cependant choisi de se concentrer sur la question du despotisme (الاستبداد).

En effet Al-Kawakibi part du même constat de la décadence de la civilisation islamique à laquelle il a donné le nom d' « apathie générale » (الفتور العام) et donne dans ces deux livres Umm-al-Qura (La mère des cités) et Taba'i al-Istibdad (Les caractéristiques du despotisme) un diagnostic précis de cette décadence et de la stagnation de la civilisation islamique qui en a découlé.

Dans son premier ouvrage Umm-al-Qura, il imagine une conférence regroupant vingt-trois personnalités issues de la globalité du monde musulman afin de discuter des raisons de cette « apathie générale ». Cette conférence s'est conclue par une liste de quatre-vingt-six raisons qui ont été identifiées comme source de cette apathie et qui ont été classées en trois groupes principaux de nature religieuse, sociologique et éthique.

Dans son second ouvrage Taba'i al-Istibdad, Al-Kawakibi a adopté une démarche analytique qui l'a emmené à considérer que les 86 raisons

listées dans son ouvrage précédent ont une seule et unique source à savoir le despotisme et que toutes les autres raisons ne sont en réalité que des symptômes de cette « maladie ».

Il va plus loin en déclarant que les fléaux sociaux sont dus au fait que les gens dans leur majorité, lorsqu'ils sont soumis au despotisme (tyrannie) des gouvernants, adoptent des comportements et des attitudes malsaines afin de s'adapter à l'environnement despotique tel que l'hypocrisie, la malhonnêteté, etc. et il conclut que la réforme politique (sous-entendu révolution politique) est la solution à ces maux.

Il dit dans un passage de son dernier livre « Il m'est apparu après un examen minutieux que la racine de ce mal est le despotisme politique et que sa guérison réside dans un modèle constitutionnel consultatif (الشورى الدستورية). Cela est devenu une certitude pour moi après une recherche qui a duré 30 ans et qui a englobé presque tout ce qui peut apparaître à première vue pour le chercheur comme étant la source du mal, mais qui après examen approfondi, n'apparaît que secondaire et qu'au fait, ce ne sont que des conséquences et non pas l'instrument » (1)

Dans le dernier chapitre de son livre Taba'i al-Istibdad, intitulé « Se débarrasser du despotisme », Al-Kawakibi explique que l'accumulation de l'injustice politique ne conduit pas forcément à

une révolution sauf en présence de catalyseur ou d'étincelle qui réveille le volcan assoupi. Ce sont des situations particulières que le pouvoir despotique provoque, parmi lesquelles :

- Une grande pression sur la population provoquée par des augmentations importantes des charges fiscales et des prix (coût de la vie en général)
 - Une alliance forte et non dissimulée avec ce qui est considéré par la population comme un ennemi de son identité et contraire à sa dignité
- Al-Kawakibi résume les fondements d'une action révolutionnaire efficace dans 3 points essentiels :

- Un objectif clair dans l'esprit des révolutionnaires que la révolution doit se fixer. Si l'objectif n'est pas suffisamment clair, cela aura pour conséquence un moindre engagement de la population, alors que s'il n'est pas du tout défini ou n'est pas partagé chez une partie de la population, le risque est de voir une partie de la population rejoindre le camp du despotisme et provoquer une sédition dans les rangs de la révolution. L'objectif est un consensus politique et moral minimal accepté par tous.
- S'entendre sur un plan d'action et avoir une stratégie claire pour atteindre cet objectif, ceci en accord avec l'esprit général de la révolution (par exemple dans le cas du Hirak: non-violence, pas d'accord secret avec le pouvoir, refus de l'ingérence étrangère, etc.)
- Sensibiliser (نشر الوعي) le grand public sur l'importance et la nécessité de la révolution et les malheurs de la tyrannie. car il ne suffit pas

que les élites politiques soient convaincues de la nécessité de changer le régime tyrannique par un régime démocratique, mais encore faut-il le propager dans la population en général et convaincre toutes les franges de la population de sa nécessité.

Il est important de noter que Al-Kawakibi croit profondément dans la force des « gens simples » qui sont pour lui un puissant moteur. Dans son livre Umm-al-Qura, il dit « les gens simples (par opposition à l'élite) sont ceux qui, s'ils savent, disent et s'ils disent, ils agissent ».

Car pour lui les « gens simples » sont en général plus courageux que l'élite, car ils ne sont pas dans les calculs mais dans la spontanéité.

Al-Kawakibi insiste aussi sur le fait que les idées sont primordiales, l'aridité intellectuelle est pour lui un désastre pour les révolutions. Il considère que la préparation morale collective, intellectuelle et psychologique est essentielle.

En conclusion, si Al-Kawakibi s'est concentré sur le despotisme, Mal suprême selon lui, c'est donc parce qu'il rassemble en lui l'ensemble des facteurs sociaux et moraux qui sont en cause dans la décadence de la société et de son déclin. En plus d'avoir décrit la source du mal, Al-Kawakibi s'est aussi attelé à donner un plan d'action pratique afin de réussir une révolution populaire et qui à bien des égards s'applique à des situations très actuelles. 📖

(1) Traduction du sens du texte original en arabe, Taba'i al-Istibdad, (kalimat Arabia), p.9.

رشاد
RACHAD

PayPal

paypal.me/MouvementRachad



<https://www.facebook.com/rachad.algeria/>

SOUS-TRAITANCE DE L'ARMÉE ALGÉRIENNE



12/12/2019

Gen. Stephen Townsend



«L'Algérie est un partenaire engagé dans la lutte contre le terrorisme. Il joue un rôle central pour la sécurité de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée. La stabilité et la sécurité de cette région sont importantes pour les intérêts américains, africains et européens.»

23/09/2020

« Mark Esper veut discuter du rôle possible de l'armée algérienne dans la région une fois que la nouvelle constitution sera votée car elle autorise les opérations de maintien de la paix à l'étranger », a déclaré à Reuters un diplomate occidental en poste à Alger.

Mark Esper



01/10/2020

Jean-Yves Le Drian



« L'Algérie est à la veille d'une étape importante qui va amener le peuple algérien à se prononcer le 1er novembre sur son projet de révision de sa constitution »

15/10/2020

L'Algérie peut, dans le cadre du respect des principes et objectifs des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la Ligue des Etats Arabes, participer au maintien de la paix.

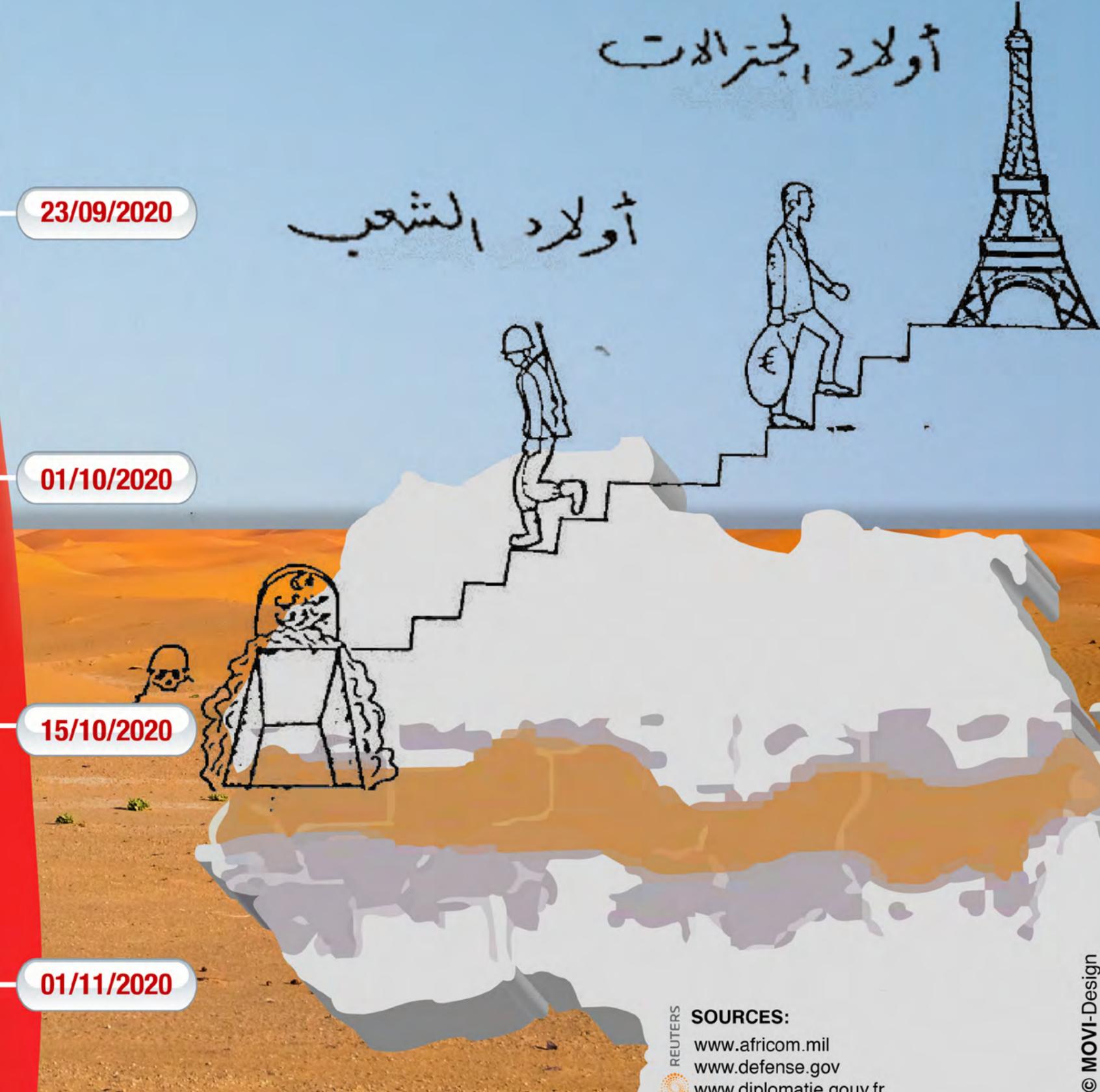
Art. 31

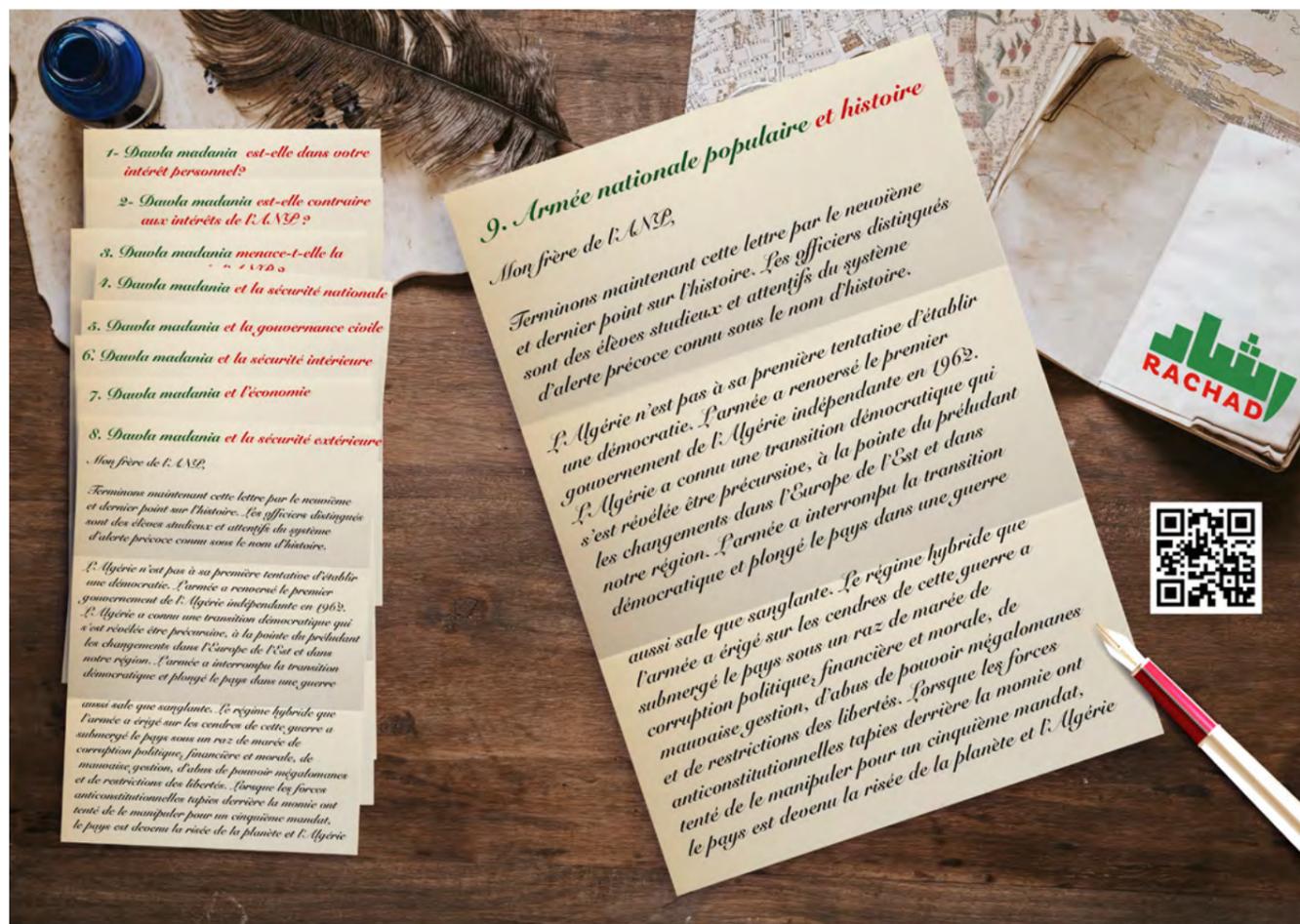


01/11/2020

أولاد الجزائر

أولاد الشعب





Mon frère de l'ANP,

Terminons maintenant cette lettre par le neuvième et dernier point sur l'histoire. Les officiers distingués sont des élèves studieux et attentifs du système d'alerte précoce connu sous le nom d'histoire.

L'Algérie n'est pas à sa première tentative d'établir une démocratie. L'armée a renversé le premier gouvernement de l'Algérie indépendante en 1962. L'Algérie a connu une transition démocratique qui s'est révélée être précurseur, à la pointe du préluant les changements dans l'Europe de l'Est et dans notre région. L'armée a interrompu la transition démocratique et plongé le pays dans une guerre aussi sale que sanglante. Le régime hybride que l'armée a érigé sur les cendres de cette guerre a submergé le pays sous un raz de marée de corruption politique, financière et morale, de mauvaise gestion, d'abus de pouvoir mégalomanes et de restrictions des libertés. Lorsque les forces anticonstitutionnelles tapies derrière la momie ont tenté de le manipuler pour un cinquième mandat, le pays est devenu la risée de la planète et l'Algérie a éclaté dans sa plus grande intifada nationale depuis son indépendance.

Le hirak en cours rassemble toutes les générations, classes sociales, professions, régions, tendances politiques, idéologies, genres et âges pour exiger, pacifiquement mais résolument, un changement radical de la gouvernance du pays, à travers une transition démocratique. Cependant l'état-major de l'armée a d'abord utilisé le hirak pour légitimer son renversement de Bouteflika et de sa clique, puis, plutôt que d'engager une transition démocratique pour restaurer la souveraineté confisquée au peuple et construire l'Etat, il a recouru à l'utilisation de sa police politique pour harceler le hirak en plus d'imposer, par la coercition et la fraude, un président fantôme dont le mandat principal est d'accompagner le rafistolage du fronton de démocratie multipartite. Au lieu de prendre note des profondes mutations et aspirations de la société, au lieu de saisir ce moment historique pour rédemer sa faute catastrophique lors de la dernière transition démocratique, le commandement vieillissant de l'armée s'efforce de saborder cette nouvelle opportunité de transition vers une gouvernance démocratique.

Cet état-major est également aveugle au mouvement historique plus large dans lequel

s'inscrit l'histoire récente de l'Algérie. Depuis le XIXe siècle, les transitions vers la démocratie se sont déroulées par vagues dans le monde, avec des poussées de progrès suivies de revers, des flux et des reflux. Les historiens et les politologues débattent si nous sommes actuellement au milieu de la troisième vague de démocratisation ou au début de la quatrième, un processus qui a affecté tous les continents, à des degrés divers. Les régimes militaires et autoritaires sont en déclin dans le monde entier, y compris en Afrique. Autrefois nous étions un modèle de décolonisation en Afrique, mais maintenant nous sommes devenus l'Etat défaillant à éviter, l'anti-modèle à obvier. Pourquoi les armées du Sénégal, du Botswana, du Mozambique, de la Namibie et de la Zambie sont tournées vers l'avenir alors que le commandement de notre armée est coincé dans le passé – passé colonial, néocolonial ou même janissaire ?

Le major-général Dwight Eisenhower a dit un jour : « Ni un homme sage ni un homme courageux ne se couche sur les rails de l'histoire pour attendre que le train du futur lui passe dessus ». Mais les généraux vieillissants de notre armée, après un court instant d'hésitation, ont choisi de persister dans la même posture, de répéter la même erreur, de payer à contre-courant de l'histoire.

Le psychologue militaire Norman Dixon a présenté, dans son célèbre livre « La Psychologie de l'incompétence militaire », ses analyses approfondies des causes d'un grand nombre de catastrophes militaires britanniques. Son travail réfute l'idée ancienne selon laquelle l'incompétence militaire relèverait de la stupidité. Ce qu'il a constaté c'est que les chefs militaires avaient tendance à choisir des personnes ayant les mêmes défauts psychologiques, dont la dépréciation hautaine de l'ennemi, l'incapacité d'apprendre de l'expérience, l'aversion pour les nouvelles technologies ou tactiques, et une répugnance à la reconnaissance et au renseignement. Il a également identifié la bravoure physique avec peu de courage moral, la passivité et l'indécision, et une propension à blâmer les autres. Dixon a donné aux officiers âgés un conseil particulièrement adapté aux chefs vieillissants de notre armée. « En vieillissant, essayez de ne pas avoir peur des idées nouvelles. Les idées nouvelles ou originales peuvent être aussi bien mauvaises que bonnes, mais alors qu'un homme intelligent avec un esprit ouvert peut démolir une mauvaise idée par un argument rationnel, ceux qui ont laissé leur cerveau s'atrophier recourent à des slogans insignifiants, à la dérision et finalement à la colère face à tout ce qui est nouveau ».

Mon frère de l'ANP,

Les vrais soldats s'épanouissent sur trois vertus : le devoir, la loyauté et le patriotisme. Le premier devoir d'un soldat est de veiller à la sécurité et aux intérêts de son pays. La loyauté suprême d'un soldat est envers son pays avant d'être envers ses supérieurs. Le patriotisme ne consiste pas tant à protéger la terre de ses pères qu'à préserver la terre de ses enfants.

Ce qui se passe aujourd'hui vous offre une nouvelle opportunité de répondre aux aspirations du peuple algérien. Vous ne devez pas craindre le changement. Notre peuple veut un changement radical du système politique, avec l'armée pas contre elle.

Les héros militaires dont l'histoire se souvient ont agi non pas pour opprimer leur peuple mais pour le défendre. Tout en assurant l'unité de l'armée, accepterez-vous enfin, sans piège et sans violence, de laisser l'Algérie écrire une nouvelle page lumineuse de son histoire ?

Aurez-vous le courage moral de faire enfin confiance à votre peuple et faire un pas vers l'avenir ?

Un citoyen algérien soucieux de la sécurité et de l'unité de son pays

Membre du Mouvement Rachad
Alger, le 20 février 2020





La tyrannie mène à l'effondrement moral de la souveraineté, quand bien même les despotes en font toujours un bouclier pour perpétuer leurs ordres iniques. Elle peut aussi mener à son effondrement physique car, quand le frère à l'intérieur devient l'ennemi, l'étranger à l'extérieur paraît indistinctement ami.

Submergés dans la réalité de l'oppression qui fait d'eux des dépendants désespérés, certains opprimés identifient l'intervention étrangère, quelle qu'elle soit, à la force supranaturelle qui viendrait les sauver de leur condition. Mais la voie du salut pourrait-elle venir de l'extérieur ?

Avoir une telle attente est une chimère. Le droit international ne pourvoit pas pour sauver les peuples des dictateurs.

Une intervention peut être légalement fondée quand un Etat commet de gravissimes violations des droits de l'homme, un génocide ou de l'épuration ethnique. Le droit international pourvoit à l'« intervention humanitaire armée » qui désigne l'usage légitime de la force par des Etats contre un autre Etat pour mettre un terme à de graves violations des droits de l'homme dans ce dernier.

Mais en l'absence d'une autorité légale internationale, légitime et impartiale, qui déciderait quand une intervention humanitaire est nécessaire et justifiée et quel Etat ou groupement régional ou international d'Etats l'appliquerait, il y a de bonnes raisons de

douter des motifs humanitaires de tout Etat qui se proposerait à intervenir militairement dans un Etat tiers pour ce faire.

Beaucoup de précédents indiquent que l'intervention ou non des Etats se fait principalement sur la base de calculs d'intérêts nationaux plutôt que sur la base du désespoir de populations brutalisées au nom desquelles se fait l'intervention.

Ce qui fonde ce scepticisme c'est d'abord la sélectivité dans les interventions humanitaires. Les USA sont par exemple intervenus par exemple en Somalie (1992-1995), à Haïti (1994) et en Bosnie (1995), alors qu'au même moment des millions de gens mourraient dans un génocide Rwanda, des guerres civiles en Angola, au Liberia, au Congo ignorés par ladite « communauté internationale », et que les Tchétchènes se faisaient massacrer sans obstruction par l'Etat russe.

Les pays occidentaux sont intervenus vers la fin des années 90 au Kosovo et en Timor oriental alors que durant la même période des dizaines de milliers d'Algériens et de Soudanais du Darfour perdaient leurs vies dans des massacres génocidaires sans assistance.

Plus récemment, l'OTAN est intervenue militairement en Lybie alors que des violations graves des droits de l'homme au Yémen, au Bahreïn ou en Syrie n'ont pas élicité une intervention similaire.

La seconde raison de ce scepticisme est en fait l'usage malhonnête du droit international humanitaire par certaines puissances occidentales pour atteindre des objectifs géopolitiques inavoués interdits par la loi internationale. En Afghanistan et en Iraq, les USA et leurs alliés ont utilisé des prétextes humanitaires pour changer les régimes en place par la force, ce qui est interdit par le droit international.

Quand les USA ont attaqué l'Afghanistan, le président américain a dit aux Afghans : « Le peuple opprimé de l'Afghanistan va connaître la générosité de l'Amérique et ses alliés. En même temps que nous attaquerons les cibles militaires, nous parachuterons de la nourriture, des médicaments et des provisions aux affamés et ceux qui souffrent, hommes, femmes et enfants de l'Afghanistan. » En Iraq, après une recherche vaine d'armes de destruction massive qui avait été le prétexte initial, Bush et Blair ont justifié l'invasion par fait que l'Irak est un meilleur pays. »

Ce qui crédibilise aussi l'idée que ces puissances utilisent l'intervention humanitaire, comme prétexte pour contourner les interdits dans l'usage de la force contre des Etats, c'est en fait l'histoire des interventions étrangères de ces puissances.

Dans le cas USA, l'histoire note qu'ils sont intervenus dans maints pays en Amérique Latine, en Afrique et en Asie pour, d'un côté, fomenter des coups d'Etat contre des gouvernements légitimes et populaires comme en Iran (1953), en Indonésie (1965), au Congo (1960 et 1965) ou au Guatemala (1954) qui ont apporté des dictatures responsables de graves violations des droits de l'homme, et, de l'autre côté, initier ou soutenir secrètement des insurrections armées contre des gouvernements légitimes et populaires, comme au Nicaragua entre 1981 et 1990, avec des centaines de milliers de morts comme résultat.

Le veto des USA à toutes les propositions de résolution de l'ONU, pour protéger les droits de l'homme des palestiniens massivement violés par l'entité sioniste, met en doute la capacité de l'administration de ce pays d'aligner sa politique étrangère sur des valeurs morales.

La France s'est comportée de façon identique en Afrique. A titre d'exemple, après avoir assisté les généraux algériens à faire un coup d'Etat contre la volonté de la majorité du peuple algérien, exprimée dans une élection libre, et à mettre en place une terrible machine de violation des droits de l'homme pour asseoir le coup d'Etat dans ce pays.

Avant et pendant le génocide Rwandais, la France a apporté un soutien militaire, financier et diplomatique au régime Rwandais dominé par les Hutus, francophones. Durant le génocide, la France a prétexté une intervention humanitaire pour en fait soutenir les Hutus génocidaires contre les Tutsis qui eux sont anglophones.

En plus de ces doutes légitimes concernant les intentions véritables des puissances intervenantes, il y a lieu de noter que l'usage de la force extérieure pour renverser une dictature n'est qu'un palliatif qui, non seulement, n'adresse pas les causes politiques, économiques, culturelles et sociales profondes qui ont sous-tendues la dictature, mais elle crée ses propres problèmes sur le long terme : cohésion nationale fracturée, une partie de la nation accusant l'autre de soutien à la dictature et l'autre de trahison pour l'étranger, et une dépendance structurelle envers les puissances intervenantes : reconstruction de l'armée, des services de sécurité, d'une partie de l'administration, du système politique, de l'économie, souvent selon les intérêts stratégiques et économiques de ces puissances plutôt que du pays assisté dont les nouveaux dirigeants sont dociles vu qu'ils dépendent encore de l'étranger pour stabiliser la situation. C'est exactement ce qu'il s'est passé en Iraq. La nation passe de la dépendance vis-à-vis du dictateur, à la dépendance vis-à-vis du « sauveur » étranger.

L'intervention étrangère n'est la voie appropriée même s'il existait une force internationale sincèrement motivée et impartiale. L'Islam enseigne que la main qui donne est supérieure à celle qui reçoit, et laisser à l'étranger la responsabilité de notre propre libération est humiliation de notre dignité et une abdication de notre responsabilité.

Par ailleurs il est illusoire de croire que la liberté, la démocratie et le respect des droits des personnes peuvent s'enraciner dans un pays s'ils sont imposés par la force de l'étranger. La liberté n'est pas un cadeau qu'une force extérieure peut nous parachuter. C'est une condition qui est en nous.

La chute ou la mort d'un dictateur ne libère pas un peuple. Elle détruit l'opresseur mais ne libère pas l'opprimé. Ce qui libère un opprimé c'est le processus de lutte. C'est par son acte de rébellion qu'il passe de la dépendance à l'autonomie, du doute à la confiance en soi, et qu'il se transforme d'une victime qui subit le monde en un citoyen responsable, qui accepte les circonstances difficiles que la vie a mises sur son chemin, mais qui lutte pour pétrir de ses mains un monde meilleur.

Adieu Tarek Zeddami (1985-2020)



Le jeune avocat Tarek Zeddami, âgé de 35 ans, ne pouvait pas savoir que son plaidoyer du 7 septembre 2020 devant les juges du tribunal de Bordj Bou Arréridj allait être son dernier. Un plaidoyer suivi d'un jugement défavorable aux quatre militants défendus par Tarek parce qu'ils ont été condamnés à quatre mois de détention provisoire. Cette décision a suscité une forte indignation et une colère noire envers cette justice servile aux ordres reçus par « téléphone ». Tarek et ses collègues avocats se sont accoutumés à ce genre de juges et pratiques vu qu'ils les ont confrontés dans plusieurs villes. Mais les juges de la ville de Bordj Bou Arréridj, autrefois capitale du Hirak, sont devenus légion et matière de servitude aux ordres des services de renseignements. « Justice du téléphone » est désormais le qualificatif qui dépare ses pratiques honteuses de ces juges qui appliquent des sentences iniques dictées par des officines occultes en toute impudence.

Tarek qui a prêté son serment en décembre 2014 était incapable, comme des millions d'Algériens, de comprendre l'opulence de la couche oligarchique algérienne au moment où il observait – impuissant – tous les jours la misère dans laquelle pataugent quotidiennement des milliers d'Algériens. Il était inconcevable pour Tarek de voir son pays crouler sous le poids de plusieurs crises pendant que le régime militaire, principal responsable de la situation, préparait le renouvellement de la façade civile qui lui sert de cosmétique démocratique.

Les discussions de Tarek avec ses collègues, avocats intègres, ne se limitaient pas à la critique du système judiciaire devenu le bras qui exerce le joug du régime militaire en prononçant des sentences iniques à l'encontre des militants intègres. Il s'agit du même régime qui a fait la sourde-oreille aux millions d'Algériens sortis tous les vendredis scander des revendications de liberté voire même d'indépendance. En effet, l'injustice et la répression ont marqué profondément les Algériens au point de se sentir gouvernés par un régime colonial et non une dictature répressive. Tarek, le père de quatre enfants, ne savait pas encore que l'expression de sa profonde indignation contre le régime des « Moukhabarats » ne dérangeait pas seulement les juges du « téléphone » mais aussi les officiers des services de renseignement attachés aux tribunaux et villes qui ont été le théâtre de ses plaidoyers.

Et les voici excédés par l'intégrité de Tarek ...

Sa critique envers le régime devient publique à travers ses écrits publiés sur les réseaux sociaux. Avant que vienne, un un lundi après-midi, cette voiture aux vitres teintées le percuter violemment le propulsant sur une distance de 14 mètres selon le constat de la police locale. L'enquête de la police ne mène à rien qui puisse identifier l'auteur de l'accident qui s'est comporté comme s'il avait percuté un être insignifiant et pas un homme sur son vélo. Il ne s'est même pas arrêté.

Devant l'incompréhension populaire à Bordj Bou Arréridj et ses environs mais aussi sur les réseaux sociaux, le régime policier laisse filtrer des rumeurs – via ses compagnies de trolls – suggérant la reddition de l'assassin de Tarek. Aujourd'hui et après huit semaines de cette opération d'exécution, aucun communiqué sur le sujet n'a été émis par le régime militaire. Est-il confirmé que la personne qui s'était rendu à la police est réellement l'auteur de l'accident ?

Tarek a été assassiné. Mais la lutte pour un Etat de droit qui lui a coûté sa vie n'est pas terminée. Les partisans de lutte se préparent pour une bataille non-violente décisive pour bâtir un "Etat civil et non militaire". La victoire est une certitude, le régime n'est qu'en sursis.

Qu'Allah accueille Tarek dans Son vaste paradis.

*Mohamed Larbi Zitout
Membre du secrétariat de Rachad*

Les dictatures n'organisent jamais des élections pour les perdre



Nous avons disserté tout au long les semaines passées sur le fait que la nouvelle constitution ouvre la voie de la mercenarisation de nos soldats de l'ANP (Armée Nationale Populaire) afin de les enrôler dans des guerres qui ne sont pas les nôtres. Ceci ressemble fortement à l'exploitation de nos enfants dans les guerres de la France au Vietnam et en Indochine. La France qui utilisait les enfants d'Algérie pour mener la guerre aux enfants d'Indochine voudrait les réutiliser pour mener la guerre aux enfants du Sahel, une zone où la France s'est empêtrée et peine à trouver de solutions acceptables par l'opinion publique française. Notre armée nationale populaire, héritière de l'armée de libération nationale qui a inspiré le monde entier pour sa révolution épique, sera réduite à faire la sale besogne pour l'ex-puissance colonisatrice et les autres puissances régionales et mondiales. Faut-il alors s'étonner que le ministre des affaires étrangères français, Jean Yves Le Drian, fasse la promotion du projet de la nouvelle constitution algérienne ?

Face à une telle situation, des voix se sont élevées pour appeler à voter contre ce projet ! Ceci est une faute lourde qui découle de méconnaissance du régime algérien.

Primo, le régime algérien ne tire pas sa légitimité de son peuple, et il n'a à aucun moment prêté attention à la voix de son peuple. Le régime ne pouvait tenir sans le soutien des puissances étrangères, un soutien généreusement monnayé. Ces dernières, voyant l'affaiblissement du régime par les démonstrations du mouvement populaire du 22 février 2019, profitent du moment pour demander la vassalité du régime et de son armée. Le régime, en dehors du soutien populaire, est dépourvu de moyens de résistance face aux ambitions néocoloniales des pays étrangers qui forment la seule force qui cautionne son existence. Secundo, il est impensable qu'un régime illégitime, car déchu par son peuple dans des démonstrations aussi bien massives que récurrentes dans une allure historique sans précédent, puisse cette fois-ci se

soumettre au résultat de vote. Les démonstrations du mouvement populaire est un rejet du régime et de son pouvoir pas seulement quelques articles de la constitution. Le régime espère un seuil minimum de participation qui sauvera les apparences démocratiques et donc son maintien au pouvoir. Il est capital de, non seulement, ne pas participer au référendum mais aussi de faire la démonstration de ce rejet dans la rue.

Comme pour tous les scrutins organisés par le régime depuis 1962 jusqu'à 2019, à l'exception de ceux de 1990 et 1991, peu importe le bulletin remis dans l'urne (oui, non, bulletin vide ou nul) le résultat a toujours été connu et décidé à l'avance dans les sous-sols des décideurs. Le premier et dernier souci du régime a toujours été d'encourager les foules à aller participer aux scrutins à travers certains « opposants » et de les convaincre avec « des arguments objectifs » utilisés et usés pendant les trois dernières décennies. Ce qui intéresse le régime est de voir les citoyens voter en masse pour qu'il puisse vanter l'adhésion populaire à ses politiques. Voter « non », qui deviendra par magie un « oui », sert le régime de plusieurs manières. Premièrement, cela jette une certaine légitimité sur le régime et qu'implicitement la démocratie est réelle. Le régime s'empressera alors à dévoiler un taux de participation « démocratique », loin des 99% accoutumés, entre 40-60%. Ceci servira les objectifs du régime et soulage la conscience celui qui a voté « non ».

Pour conclure, nous n'attendons pas d'un régime comme le nôtre, fragilisé par les crises, les conflits et les calculs politiques, de permettre au « non » de passer pour sauver les apparences démocratiques. Ceci est un « luxe » que le régime, à l'instar de tout régime similaire, ne peut pas se permettre. Les pratiques enracinées dans les dictatures font que ces dernières n'organisent jamais des élections pour les perdre.